

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Accord-cadre pour la mise en œuvre de
formations dans le domaine du commerce
international

Réf.marché : CCIR-INT-2024-72

Date et heure limites de réception des offres :

MERCREDI 20 NOVEMBRE 2024 à 12H00

SOMMAIRE



ARTICLE 1.	NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3.	DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5.	MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX.....	5
ARTICLE 6.	MODALITES RELATIVES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7.	OBLIGATIONS DES PARTIES.....	7
ARTICLE 8.	CONTROLE DE LA PRESTATION.....	9
ARTICLE 9.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	10
ARTICLE 10.	PENALITES.....	10
ARTICLE 11.	RESILIATION	11
ARTICLE 12.	AVANCES.....	11
ARTICLE 13.	SOUS TRAITANCE	12
ARTICLE 14.	REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	12
ARTICLE 15.	MODALITES DE FACTURE ET DE PAIEMENT.....	12
ARTICLE 16.	REGLEMENT DES LITIGES	14
ARTICLE 17.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	14

ARTICLE 1. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

CCI de région HAUTS-DE-France
299 BOULEVARD DE LEEDS
CS 90028
59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en œuvre de formations dans le domaine du commerce international à destination d'entreprises.

La description des services est précisée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 3. DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, peut, conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

3.2. Forme et montants

Les lots 1 à 5 prendront la forme d'un accord-cadre mono attributaire qui donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents pour la réalisation des formations « intra entreprises » et à l'émission de bons de commande pour la réalisation des formations « inter-entreprises » conformément aux dispositions de l'article R2162-3 du code de la commande publique.

Le lot 6 prendra la forme d'un accord-cadre multi-attributaire qui donnera lieu à la conclusion de marché subséquents conformément aux dispositions de l'article R2162-2 du code de la commande publique. Le lot sera attribué à 3 titulaires maximum sous réserve d'un nombre de réponses suffisant.

Les attributaires seront remis en concurrence à chaque survenance du besoin.

Chaque lot est conclu sans quantité minimale et avec une quantité maximale de 7 sessions par an.

Le montant maximum du présent accord-cadre, tous lots confondus, ne pourra dépasser 89 000 € HT sur la durée du marché.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, peut, conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

3.3. Durée du marché

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2025.

Les prestations seront réalisées entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2025.

Les dates d'exécution des prestations « inter-entreprises » sont indiquées à titre prévisionnel pour chaque lot dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'accord-cadre.

Les prestations « intra-entreprises » interviendront au fur et à mesure de l'accord-cadre selon les conditions du Cahier des Clauses Administratives Particulières et du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

L'accord-cadre ne sera pas reconductible

3.4. Décomposition en lots

Le marché donnera lieu à un allotissement défini comme suit :

LOT N°1	Décryptage stratégique de l'international
LOT N°2	Logistique
LOT N°3	Douanes et fiscalité
LOT N°4	Paielements
LOT N°5	Exigences qualité produits à l'international
LOT N°6	Formations intra entreprise sur diverses thématiques

Conformément aux dispositions de l'article R2113-1 du code de la commande publique les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

3.1. Décomposition en tranches

Sans objet.

3.2. Financement

Le marché est financé sur fonds propres du pouvoir adjudicateur.

3.3. Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes facultatives ne sont pas autorisées.

3.4. Variantes obligatoires

Il n'est pas prévu de variantes obligatoires dans le cadre de ce marché.

3.5. Options (au sens du droit communautaire)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, de passer sous forme de marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence des marchés de services ou travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG P.I, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) issue de l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commande / les marchés subséquents
- L'offre technique du titulaire

ARTICLE 5. MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro « M0 », c'est à-dire mois de la remise des offres.

5.1. Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Ces prix comprennent également tous les frais inhérents à ces prestations notamment les frais éventuels de déplacement, de restauration et d'hébergement, les frais de réunions avec le Pouvoir Adjudicateur, les supports divers, ainsi que l'intégralité des coûts de préparation, d'organisation, d'animation et des prestations rédactionnelles conformément aux conditions décrites dans le CCTP.

Tous les frais non précisés (y compris les heures supplémentaires) restent à la charge du titulaire. Les prix comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation prévue au marché.

Les opérateurs économiques devront, avant la remise de leur soumission obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance de l'objet de l'accord-cadre.

La sous-estimation du temps nécessaire à l'exécution d'une tâche ne pourra donner lieu à aucune majoration de prix.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par le Pouvoir Adjudicateur.

Le taux de TVA est celui en vigueur à la date du fait générateur de ce dernier.

5.2. Forme des prix

Pour les formations « Inter-entreprises » :

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires indiqués à l'acte d'engagement et auxquels seront appliquées les quantités réellement exécutées. Les prix unitaires sont indiqués en euros H.T et T.T.C ou net dans l'acte d'engagement.

Pour les formations « Intra entreprise » :

Les prestations seront réglées par application du prix remis dans son offre par le prestataire lors du marché subséquent. Ce prix ne pourra pas dépasser le prix plafond sur lequel s'est engagé le prestataire dans son offre remise au stade de l'accord-cadre initial. Le titulaire certifie que les prix stipulés au présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son tarif public général pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

5.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes et définitifs. Ils ne sont pas révisables.

Les prix remis au stade de l'accord-cadre pour les prestations « Intra entreprises » sont considérés comme des prix plafonds. Ainsi, lors de la remise en concurrence effectuée via des marchés subséquents, le titulaire pourra remettre un prix inférieur ou similaire au prix plafond indiqué au stade de l'accord-cadre. Toutefois, le prix remis lors du marché subséquent ne pourra être supérieur au prix plafond remis au stade de l'accord-cadre.

ARTICLE 6. MODALITES RELATIVES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Prestations exécutées par l'émission de bons de commandes : formations inter-entreprises

Les prestations qui concernent la formation « inter-entreprises » prennent la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande par lot. Elles seront effectuées au fur et à mesure par l'émission des bons de commande au titulaire du lot concerné. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler une formation prévue si le nombre de stagiaires minimum indiqué au CCTP n'est pas atteint et sans dédommagement pour le titulaire du lot concerné.

6.2. Prestations exécutées à marchés subséquents : formations intra-entreprises

Les prestations qui concernent la formation « intra-entreprises » prennent la forme d'un accord-cadre mono attributaire à marchés subséquents pour les lots 1 à 5 et d'un accord-cadre multi attributaire à marchés subséquents pour le lot 6.

6.2.1. Modalités de remise en concurrence

Pendant toute la durée du marché, et à tout moment, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le titulaire/les titulaires dans le cadre de marchés subséquents, et ce afin de réaliser des prestations de formation « intra entreprises ».

Chaque marché fera l'objet d'une consultation par courrier ou par mail assorti d'une procédure d'accusé réception auprès du/des titulaire/s.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à répondre aux marchés subséquents du ou des lots pour lesquels ils ont été retenus, ainsi qu'à déposer des offres régulières, acceptables et appropriées.

Les titulaires de l'accord-cadre devront faire preuve d'une réactivité accrue concernant leur réponse aux marchés subséquents ou des lots concernés. Ainsi, ils devront être en mesure de répondre, de manière exceptionnelle, dans un délai de 24 heures si nécessaire.

Il sera demandé au prestataire de remettre à minima :

- Une offre de prix
- Un programme détaillé répondant précisément aux demandes et besoins qualifiés par l'entreprise.

Le délai de validité de l'offre sera mentionné sur chaque proposition sachant qu'il sera au minimum de 20 jours ouvrés.

6.2.2. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les marchés subséquents des lots 1 à 5 seront jugés sur le **critère unique du prix**.

Les marchés subséquents du lot 6 seront jugés sur les critères suivants :

- Prix : de 30 à 70%
- Valeur technique : de 30 à 70%

La pondération exacte des critères en % et les sous-critères seront communiqués dans chaque marché subséquent lors de la remise en concurrence, dans les documents de la consultation.

La notification d'un marché subséquent ne peut intervenir après la date de fin de validité du présent accord-cadre. Le marché subséquent s'exécute au moyen d'un bon de commande notifié au titulaire.

La notification consiste en la transmission par voie électronique ou postale au titulaire par le pouvoir adjudicateur, du bon de commande signé accompagné de la proposition commerciale du titulaire.

Chaque bon de commande comporte notamment les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre et du marché subséquent concerné
- Le numéro du bon de commande

Les prestations seront exécutées conformément aux prescriptions de la consultation et conformément aux Prix Plafonds indiqués à l'Acte d'engagement.

6.2.3. Négociations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les marchés subséquents avec le/les titulaire(s) du lot.

Les négociations se feront sous forme d'échanges téléphoniques, de rendez-vous physiques ou de courriels.

6.3. Modalités de commande

L'exécution des prestations se fait au fur et à mesure et dans les conditions fixées par les commandes.

Les bons de commande seront envoyés par mail ou courrier avec accusé réception. Dès réception d'un bon de commande par le titulaire, celui-ci doit en accuser réception sans délai et doit, à cet effet, communiquer au représentant du Pouvoir Adjudicateur :

- la date de réception du bon de commande
- le cas échéant, le numéro d'enregistrement interne du titulaire, du bon de commande
- toute autre information utile pour la bonne gestion du bon de commande, notamment erreurs ou omissions décelées.

Cette communication au représentant du Pouvoir Adjudicateur peut, selon le cas, être réalisée :

- par courrier postal
- par courriel

Les bons de commande indiquent au minimum :

- Les prix unitaires et quantités à mettre en œuvre conformément aux prix mentionnés dans l'acte d'engagement
- La date d'exécution de la prestation
- Le lieu d'exécution de la prestation
- Le montant correspondant aux prestations commandées.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1. Obligations du titulaire

7.1.1. Programme de réalisation des prestations

Les prestations se déroulent conformément au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) du présent marché.

La prestation sera suivie par la personne nommément désignée dans le mémoire technique. Tout changement de cet interlocuteur devra être notifié immédiatement au représentant du Pouvoir Adjudicateur dans les conditions énoncées au point ci-après.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés dans son mémoire technique.

Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Le titulaire est censé avoir pris ou prendra connaissance de l'ensemble des éléments dont il a besoin pour assurer ses missions. Il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le dossier, ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le cahier des clauses techniques particulières.

7.1.2. Qualification du personnel du titulaire

L'affectation de son personnel par le Titulaire du marché devra être faite en prenant toutes les précautions nécessaires à la bonne réalisation des prestations, et conformément aux engagements du mémoire technique.

Le Titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des qualifications du personnel intervenant sur ces prestations. Les intervenants possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leurs sont confiées.

7.1.3. Absence, départ, remplacement du personnel

En cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, remettant en cause la bonne exécution des prestations, le titulaire doit en aviser immédiatement l'interlocuteur désigné par la CCI Hauts-de-France par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception. En outre, le Titulaire doit prendre les dispositions nécessaires pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas compromise, ni altérée. Le Titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalente et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références au Pouvoir Adjudicateur pour accord. Ainsi, la personne proposée doit recevoir dans tous les cas l'agrément du Pouvoir Adjudicateur avant de prendre ses fonctions.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du coût de la prestation.

De-même, toute modification dans l'attribution des tâches confiées doit faire l'objet d'une information préalable à toute intervention.

A défaut de transmission préalable de ces informations, le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur le dossier et le titulaire encourt les pénalités telles que précisées à l'article 10 du présent document.

Un état complet du personnel chargé des prestations est remis au représentant habilité du Pouvoir Adjudicateur sur demande, et dans un délai de 4 jours maximum à compter de la réception de la demande.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement du personnel qui s'avèrerait inadapté à l'exécution des prestations ou qui ne satisferait pas aux règles de sécurité en vigueur dans les locaux de l'événement. Le Titulaire procédera à son remplacement dans les conditions indiquées précédemment suite aux justifications du Pouvoir Adjudicateur.

A défaut du respect strict des dispositions du présent article, tout changement d'interlocuteur pourra constituer une cause de résiliation anticipée du marché aux torts du titulaire et sans indemnité, nonobstant toutes autres demandes d'indemnisation.

7.1.4. Secret professionnel, obligation de discrétion et de conseil

Le Titulaire est tenu de maintenir strictement confidentiels tous les renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet du marché.

Le Titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses préposés ou par ses sous-traitants éventuels.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire est soumis en outre à une obligation de conseil, il lui revient de conseiller le représentant du Pouvoir adjudicateur mais également de l'alerter sur les points de vigilance à avoir, possibles oublis etc.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire par dérogation à l'article 32.2 du CCAG PI à la résiliation du marché, de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sans préjudice de toute demande d'indemnisation par le Pouvoir Adjudicateur.

7.2. Obligations du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur désignera un interlocuteur privilégié du titulaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au titulaire de l'accord-cadre.

Dans le cas d'une annulation tardive de la formation de la part du pouvoir adjudicateur, il sera fait application des dispositions suivantes :

- Si l'annulation tardive de la formation donne lieu à une replanification de la formation, le titulaire ne pourra prétendre d'aucune indemnité (hors cas d'annulation le jour même- dans ce cadre l'ensemble des frais de déplacements engagés seront pris en charge).
- Si l'annulation tardive de la formation ne donne pas lieu à replanification, dans ce cas le titulaire pourra prétendre :
 - à une indemnité à hauteur de 5% du montant global de la prestation annulée, si l'annulation s'effectue au plus tard 48 heures avant le commencement de la prestation
 - à une indemnité à hauteur de 5% du montant global de la prestation annulée ainsi que la prise en charge de l'intégralité des frais de déplacements, si l'annulation s'effectue le jour même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler une formation prévue si le nombre de 5 stagiaires minimum n'est pas atteint et sans dédommagement pour le titulaire du lot concerné. Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au titulaire du marché.

ARTICLE 8. CONTROLE DE LA PRESTATION

8.1. Vérification des prestations

Le titulaire est tenu de présenter au Pouvoir Adjudicateur les prestations dans les conditions prévues dans les documents contractuels.

L'accord écrit du Pouvoir Adjudicateur sur le contenu de ces documents sera requis avant de pouvoir passer à la phase suivante.

Il est porté à l'attention des titulaires, qu'une évaluation des prestations peut être effectuée en fin d'action de formation. Cette évaluation est conservée à la discrétion du pouvoir adjudicateur.

En parallèle, une enquête satisfaction peut être remise à chaque participant en fin d'action de formation. La synthèse des enquêtes menées sont disponibles pour le formateur.

8.2. Réception – ajournement - réfaction

L'ensemble des dispositions de l'article 29 du CCAG-PI sont applicables sous réserve de dérogations.

8.2.1. Admission

En application de l'article 29.1 du CCAG-PI, la décision est réputée acquise à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de la réception du livrable, sauf notification expresse d'ajournement par le pouvoir adjudicateur, conformément au point ci-dessous.

8.2.2. Ajournement

A compter de la décision du pouvoir adjudicateur d'ajournement, le titulaire dispose d'un nouveau délai pour présenter au pouvoir adjudicateur ces prestations après mises au point.

Par dérogation à l'article 29.2.1 - du CCAG-PI, ce délai est fixé d'un commun accord et ne pourra excéder 5 jours.

En cas de non-acceptation par le titulaire (refus ou silence gardé par lui pendant le délai mentionné à l'article 29.2.1 du CCAG-PI), le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 11 du présent CCAP.

ARTICLE 9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans les conditions des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

Dès lors que le formateur réalise directement le support de formation, ce dernier restera sa propriété. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas en faire un usage commercial.

Dans le cas où le formateur est amené à travailler sur un projet ou un produit spécifique dans une entreprise cliente, ceux-ci resteront la propriété de l'entreprise.

Les supports de formation seront réalisés en marque blanche (aucune mention de logo ou nom de société). Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à respecter le droit moral du formateur ou de la société en indiquant son nom propre ou celui de sa société dans le document.

Le support papier sera remis aux participants en fin de formation. Un format électronique de celui-ci, à usage non commercial, sera destiné à être stocké dans une base informatique accessible uniquement aux conseillers et assistants formation du service organisateur de la formation.

ARTICLE 10. PENALITES

Les pénalités définies dans le présent article s'appliquent par dérogation aux articles 14.1 du CCAG-PI et dès le premier euro.

En cas de retard abusif (plus de 1h30) le jour de l'exécution des prestations, il sera appliqué de plein droit au titulaire et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 30% du montant de la prestation.

En cas d'annulation tardive de la formation (c'est-à-dire moins de 48 heures avant la date de démarrage de la prestation prévue), une nouvelle date sera arrêtée et il pourra être appliqué au titulaire sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 30% du montant de la prestation.

En cas d'absence constatée du formateur et non annoncée au pouvoir adjudicateur le jour même de la prestation, il sera appliqué de plein droit au titulaire du lot concerné et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 50% du montant de la prestation.

En cas de violation des obligations de sécurité ou de confidentialité, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 14.2 du CCAG-PI.

ARTICLE 11. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 27.1 du CCAG PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 12. RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux R2143-3 et R2144-7 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut également être résilié conformément aux dispositions des articles 37 à 40 du CCAG-PI.

Tout manquement à l'obligation décrite à l'article 7.1.4 pourra conduire, par dérogation à l'article 39 du CCAG PI, à la résiliation du marché, de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sans préjudice de toute demande d'indemnisation par le Pouvoir Adjudicateur.

Si les prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, qualité des fournitures/services ...), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire.

En complément de l'article 40 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut également résilier le marché, s'il y a lieu, pour un motif d'intérêt général. Le titulaire ne pourra alors se prévaloir d'aucune indemnité sauf de la part des frais et investissement, éventuellement engagés pour le marché. Cette indemnité ne pourra pas dépasser 5% du montant HT de la partie résiliée.

Le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

ARTICLE 13. AVANCES

Suivant article R 2191-7 du Code de la Commande Publique.

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande dès lors que son montant est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant des prestations à exécuter sur la durée du marché.

Si le titulaire demande une avance, le paiement de celle-ci interviendra dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

ARTICLE 14. SOUS TRAITANCE

Le titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par le pouvoir adjudicateur.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient en cours d'exécution le candidat fournit au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant
- RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC)
- Déterminer le(s) prestation(s) concernée(s)
- Les documents et renseignements de candidature demandés au titulaire (à l'exception du DC1).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

L'entreprise indique, lors de la soumission la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

ARTICLE 15. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire notifiera sans délai au pouvoir adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, le pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 16. MODALITES DE FACTURE ET DE PAIEMENT

Les prestations seront réglées après service fait.

Le mode de paiement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement administratif.

Les factures devront comporter les indications suivantes :

- Intitulé du marché + N° lot + référence du marché : CCIR-INT-2024-72

- Références bancaires
- L'intitulé des prestations réalisées
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total des prestations réalisées
- Le Numéro d'Engagement de dépense (n° bon de commande)
- La date de la facturation

Le règlement des factures s'effectuera dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception des factures par virement bancaire. Pour cela, le candidat mentionne dans l'acte d'engagement ses coordonnées de compte bancaire ou postal.

Pour toute demande relative à une facture, prendre contact avec le service comptabilité à factures_ccir@hautsdefrance.cci.fr .

Le Titulaire transmettra le(s) facture(s) de manière électronique via **CHORUS PRO** :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir appelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

ARTICLE 17. REGLEMENT DES LITIGES

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, le pouvoir adjudicateur et le titulaire auront recours à une conciliation préalablement à toute instance judiciaire.

La juridiction compétente pour régler tout différend ou incident relatif au présent marché est le tribunal administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex. Tél. : 03 59 54 23 42 - Fax : 03 59 54 24 45

ARTICLE 18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 4 déroge à l'article 4.1 du CCAG PI
- Les articles 7.1 et 11 dérogent à l'article 39 du CCAG PI
- L'article 8.2.2 déroge à l'article 29.2.1 du CCAG PI
- L'article 10 déroge aux articles 14.1 du CCAG PI